

## PAGAILLE EN PERSPECTIVE DANS LES GARES

# Les cheminots poursuivent leur grève

**Le week-end s'annonce des plus chargés dans les gares. Et pour cause, le conflit entre la direction et les travailleurs de la Société nationale de transport ferroviaire (SNTF) est dans l'impasse. Le motif avancé par la direction qui s'est déclarée impuissante à régler le problème n'a pu convaincre les cheminots, ayant entamé dimanche une grève illimitée, et qui comptent immobiliser les trains jusqu'au virement du rappel d'une augmentation de salaire octroyée en septembre 2009.**

**Lyas Hallas – Alger (Le Soir)** - Hier, au deuxième jour de la grève, les gares ferroviaires étaient fermées. Les usagers du rail se sont vu systématiquement orientés vers les gares routières.

En grève depuis dimanche dernier, les cheminots de la région d'Alger, indique Abdelhak Benmansour, SG de la section syndicale de la gare Agha (Alger), ont été rejoints dès hier par les collègues de toutes les régions du pays. «Aucun train ne marchera avant qu'ils nous versent nos rappels.

Notre grève est légitime. Ils nous ont signifié que la société n'a pas d'argent pour payer les rappels. Mais, ça ne nous regarde pas. C'est plutôt à eux de réfléchir et trouver une solution à ce problème», martèle-t-il.

«Pourquoi ne se posent-ils pas la question de savoir si la société a suffisamment d'argent

lorsqu'ils s'octroient les primes de tonnage. Des primes qu'ils touchent en se prélassant dans leurs bureaux et que nous, ouvriers qui suent jours et nuits sur site, nous ne touchons même pas. C'est injuste. Et ils viennent maintenant nous dire que la société ne pourrait payer les rappels», s'indigne, de son côté, un agent formateur, abordé sur le même site.

A l'issue de la réunion tenue jeudi dernier, le Conseil d'administration de la SNTF a rejeté la revendication des travailleurs portant virement du rappel d'une augmentation de salaire octroyée en septembre 2009, arguant une situation financière peu confortable.

L'impact financier de ce rappel s'élève, précise-t-on, à 75 milliards de centimes. «Une journée de protestation a eu lieu le 3 octobre, suite à quoi, un conseil d'administration a été

programmé pour jeudi 13 octobre», peut-on lire dans la correspondance adressée le premier jour de la grève par le SG de la Fédération nationale des cheminots aux SG de la Centrale syndicale (UGTA), une correspondance où il le prévient du risque de contagion et le risque de voir la grève s'étendre à l'ensemble du réseau ferroviaire. Lors de ce jour même du 16 octobre (avant-hier, ndlr), le DRH de la SNTF, Nouredine Dakhli, a expliqué dans une déclaration à l'APS, que «la direction générale avait négocié, début 2011, différentes plateformes de revendications qui ont abouti, par la suite, à un protocole d'accord signé entre la direction générale et la Fédération nationale des cheminots le 16 juin 2011.

Il s'agit, dit-il, «d'une augmentation de salaires de 5% avec un rappel à partir de janvier 2011, et nous avons convenu d'un moratoire concernant le régime indemnitaire».

Cependant, relève-t-il, «la direction générale a été surprise, le 3 octobre, par une autre revendication exigeant un rappel non pas depuis janvier 2011 mais depuis septembre 2009». M. Dakhli a toutefois indiqué



Des gares vides.

que des négociations ont lieu actuellement avec la Fédération nationale des cheminots pour arriver à un accord.

Des négociations qui, jusqu'à hier, n'ont abouti à rien. Hier, les cheminots étaient déterminés à ne plus faire marche arrière jusqu'au virement des rappels. Des rappels résultant, faut-il le rappeler, de l'exécution de la nouvelle grille des salaires élaborée

par INDEFOC et qui devait rendre effet en septembre 2009 mais dont, l'application n'est intervenue qu'en janvier 2011.

Toutes nos tentatives de joindre un responsable de la SNTF ont été vaines.

Hier, aucun membre de la direction de la société n'a daigné nous recevoir, y compris la préposée à la communication.

L. H.

## EN SOLIDARITÉ AVEC LES TRAVAILLEURS DE L'HÔTEL EL AURASSI, DE L'ONIL ET DES CHEMINOTS

# Sit-in aujourd'hui de 2 000 cadres syndicaux

**Ils seront près de deux mille cadres de l'UGTA de la wilaya d'Alger à observer, aujourd'hui, un sit-in de solidarité avec la centaine de travailleurs «licenciés» de l'hôtel El Aurassi. Un sit-in qui intervient après «l'échec de toutes les démarches entreprises par les uns et les autres pour le règlement de ce problème».**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - Le bras de fer opposant les travailleurs «licenciés» d'El Aurassi et leur direction générale prendra aujourd'hui une autre dimension avec le rassemblement qui sera observé par pas moins de deux mille cadres syndicaux de l'UGTA de la wilaya d'Alger, et ce, en guise de soutien aux travailleurs «licenciés» de l'hôtel El Aurassi, à l'entrée de cet établissement.

Contacté pour avoir son point de vue sur la question, le P-dg de cet établissement hôtelier a tenu à préciser que «personne n'est pour le moment licencié», tout en indiquant que «s'ils ont décidé de faire un sit-in, qu'ils le fassent».

M. Lamri qui présidait, hier, selon ses dires une réunion de travail avec le bureau d'architecture en charge de la rénovation de son établissement, a insisté sur le fait, qu'«aucun travailleur n'a été licencié et que toute mesure qui sera prise dans ce sens se fera après audition des intéressés».

«Qu'ils viennent pour être auditionnés et après on leur signifiera la décision.» Cela dit, le rassemblement d'aujourd'hui sera également un signe de solidarité avec les cheminots qui observent depuis deux jours une grève générale. Celle-ci intervient au moment où les travailleurs des unités ONCV (Office national de commercialisation des vins) ont décidé «d'en-

tamer une grève à compter du mardi 18 octobre». En effet, dans son communiqué rendu public hier, le bureau national du syndicat de l'ONCV a dénoncé «la campagne de déstabilisation qui vise leur entreprise».

Une campagne, lit-on dans ledit document, dont les manœuvres ont atteint leur apogée durant la campagne des ven-

danges 2011. Par ailleurs, le syndicat d'entreprise de l'ONCV, qui bénéficie du soutien de sa fédération hiérarchique et de la direction nationale de l'UGTA, s'est dit «ouvert au dialogue sérieux et constructif dans l'intérêt des travailleurs de l'entreprise, de ses travailleurs et de la stabilité sociale».

A. B.

## CONFÉDÉRATION GÉNÉRALE DES ENTREPRISES ALGÉRIENNES

# Les entrepreneurs menacent d'une grève

**La Confédération générale des entreprises algériennes (CGEA) menace de recourir à un mouvement de grève. Elle dénonce le «non-respect» des textes de loi en vigueur.**

**Rym Nasri – Alger (Le Soir)** – Les entrepreneurs du BTPH dénoncent la «bureaucratie» dans l'attribution des marchés publics, la «lenteur» des démarches et doutent même de la crédibilité des appels d'offres. Toutefois, ils n'ont pas écarté l'éventualité de recourir à un mouvement de grève.

«Plusieurs entreprises réalisatrices n'ont pas été payées depuis près de 5 ans et les cahiers des charges sont confectionnés sur mesure», a indiqué Saïda Neghza, vice-présidente de la CGEA, hier, à Alger.

Elle plaide ainsi pour l'uniformisation des cahiers des charges par rapport à la nature des travaux et leur consistance.

Evoquant le programme de construction de deux millions de logements, le représentant du bureau de la Confédération de la wilaya de Chlef a, pour sa part, dénoncé leur «exclusion». «Les entreprises publiques détiennent une part de marché de 14% tandis que nous, nous n'avons rien eu. Pourtant, ce marché est important ! Rien qu'à Oran, 80% du programme n'ont pas encore été réalisés», a-t-il dit.

S'agissant de l'octroi de marchés publics de gré à gré, il ajoute : «Pourquoi applique-t-on le gré à gré pour les entreprises publiques et les sociétés étrangères alors que les entreprises privées sont obligées de soumissionner ? La Confédération exige la révision des

articles relatifs à ce mode de passation de marchés publics.» De son côté, le représentant du bureau de Blida a déploré le fait qu'«à chaque changement de wali ou de wali-délégué, tous les projets en cours dans la région sont interrompus, causant ainsi des retards immenses et pénalisant les entreprises réalisatrices et leurs ouvriers».

L'organisation patronale revendique également sa participation aux différentes commissions des marchés publics et exige que le coefficient de bonification soit axé sur «l'encadrement technique et le savoir-faire de l'entreprise et non pas sur ses équipements».

Par ailleurs, la Confédération fait part de son mécontentement des résultats sectoriels du BTPH lors de la dernière tripartite tenue le 29 septembre dernier.

R. N.